



Pour un Ministère des Droits des Femmes !

Le 25 mai prochain, se tiendront les élections régionales, fédérales et européennes. Dans cette perspective, Vie Féminine défend, auprès des candidat-e-s et futur-e-s élu-e-s, un **Ministère des Droits des Femmes au niveau fédéral en Belgique. Pourquoi ?**

- Parce qu'après une année de mobilisations dans le cadre de la [Caravelle des Droits des Femmes](#), nous constatons que les femmes rencontrent toujours de nombreuses difficultés et obstacles pour faire valoir leurs droits mais aussi pour oser les affirmer dans l'espace public.
- Parce que des inégalités structurelles et persistantes entre hommes et femmes sont toujours d'actualité (cf. «Quelques chiffres »).
- Parce que, dans de nombreux domaines, les avancées vers l'égalité sont en panne : droits sociaux et au travail, partage des tâches dans la sphère familiale, droits liés à la famille, image des femmes dans l'espace public.
- Parce que de nombreux dossiers concernant les femmes et leurs droits traînent depuis trop longtemps : créances alimentaires, lutte contre les violences, individualisation des droits en sécurité sociale, prise en compte des charges familiales, sexisme au quotidien, etc.
- Parce qu'aujourd'hui, avec les politiques d'austérité, nous assistons à de graves reculs des droits socio-économiques des femmes : dégressivité des allocations de chômage, suppression des allocations d'insertion, réforme de la pension de survie, etc. Ces mesures se cumulent à celles qui, depuis 40 ans, mettent à mal l'autonomie financière des femmes (statut de cohabitant, temps partiels, emplois précaires...).
- Parce qu'un peu partout en Europe, les droits sexuels et reproductifs des femmes sont remis en question (ex : droit à l'avortement en Espagne). Un Ministère des Droits des Femmes sera un lieu de vigilance pour éviter tout détricotage, tout recul des droits des femmes largement conquis par les luttes féministes.
- Parce que l'actuel ministère de l'Égalité des Chances, même s'il a engrangé quelques résultats (PAN violences, projet de loi pénalisant le sexisme, etc.), est loin de bénéficier de la légitimité, des moyens et de la visibilité nécessaires pour changer vraiment les choses pour la vie des femmes comme pour toute la société.

- Parce qu'en noyant les femmes dans les politiques de « diversité » et d'« égalité des chances », on tend à les considérer comme une « minorité discriminée » au même titre que les personnes étrangères, handicapées ou homosexuelles, par exemple.
- Parce que les politiques, les discours et les institutions se fondent de plus en plus sur la notion « l'égalité » ; ce qui nie les inégalités de fait et les rapports de pouvoir. Le passage à la notion de « droits des femmes » permet de sortir des aspects formels et symétriques de l'égalité pour se concentrer d'abord sur les manquements aux droits fondamentaux : liberté et autonomie, dignité humaine, justice sociale, égalité réelle, etc.
- Parce qu'un Ministère des Droits des femmes peut rendre légitime la question des droits des femmes dans l'espace public et faire ainsi évoluer les mentalités dans l'ensemble de la société.
- Parce qu'à deux pas de chez nous, en France, il existe un Ministère des Droits des Femmes qui a réussi à mettre à l'agenda politique la question des droits des femmes en faisant avancer des dossiers importants.
- Parce que la 4^{ème} Conférence mondiale sur les Femmes de l'ONU (Pékin, 1995) avait recommandé la mise en place d'un tel mécanisme institutionnel, en soulignant les logiques de « promotion de la femme » et d'« intégration de la problématique hommes-femmes » à tous les niveaux. La question des droits des femmes doit être intégrée dans toutes les politiques mises en œuvre et doit donc être dotée au minimum d'un ministère dédié à ces problématiques.
- Parce que, tout simplement, nous ne pouvons et ne voulons plus attendre !

Le **Ministère des Droits des Femmes** fait partie des **14 priorités pour 2014** que Vie Féminine défend à l'approche des élections du 25 mai 2014.